



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

Accord-cadre n° 2025-023-00-00

**Fourniture d'une base de données d'articles de presse et réalisation
de synthèses analytiques au profit de la présidence de la
République**

**Lot n° 2 : Mise à disposition d'une base de données d'articles de
presse et de biographies**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée :

Articles L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2
à R 2161-5 du code de la commande
publique

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE II – OBJET DU LOT N° 2	3
ARTICLE III – MÉTHODOLOGIE D’ORGANISATION DES PRESTATIONS	3
3.1 – Représentants de la présidence.....	3
3.2 – Représentants du titulaire et équipe dédiée.....	3
3.3 – Remplacement des correspondants.....	4
3.4 – Obligations contractuelles	4
ARTICLE IV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	4
ARTICLE V – LANCEMENT DE LA PRESTATION ET MODALITÉS DE COMMANDE	5
ARTICLE VI – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
6.1 – Prestations pouvant être commandées.....	5
6.2 – Nature des sources composants la base de données	5
6.3 – Accès à la base de données	6
6.4 – Fonctionnalités de la base de données.....	6
6.4.1 – <i>Module de recherche</i>	6
6.4.2 – <i>Sélection d’articles et gestion des dossiers</i>	7
6.4.3 – <i>Téléchargement et archivage dématérialisé des articles et biographies</i>	7
6.4.4 – <i>Gestion des alertes</i>	7
6.4.5 – <i>Evolutions de la base de données</i>	7
6.5 – Modalités de présentation et format de fichiers	7
6.6 – Formations.....	8
6.7 – Assistance téléphonique – support technique.....	8

ARTICLE I – Objet et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'une base de données d'articles de presse et la réalisation de synthèses analytiques au profit de la présidence de la République.

Il est composé de deux (2) lots distincts :

- lot n° 1 : réalisation quotidienne de synthèses analytiques ;
- lot n° 2 : mise à disposition d'une base de données d'articles de presse et de biographies.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concerne le lot n° 2.

ARTICLE II – Objet du lot n° 2

Le présent lot n° 2 a pour objet la **mise à disposition d'une base de données d'articles de presse et de biographies**.

Cette base de données doit permettre d'accéder à une très large sélection de sources de presse, ainsi qu'à des sources d'informations biographiques.

ARTICLE III – Méthodologie d'organisation des prestations

3.1 – Représentants de la présidence

Les principaux utilisateurs de la base de données au sein de la présidence sont :

- la direction de la communication (DIRCOM) ;
- la mission archives et mémoires (MAM).

3.2 – Représentants du titulaire et équipe dédiée

Le titulaire désigne :

- un **correspondant commercial** qui sera responsable de l'exécution de l'accord-cadre. Ce correspondant sera l'interlocuteur de la présidence pour toutes les questions liées aux traitements des commandes et des facturations. En cas d'absence du correspondant commercial désigné, un remplaçant ayant une parfaite connaissance de l'accord-cadre sera désigné. La présidence de la République en est informée préalablement. En cas de manquement et/ou non mise en place des mesures correctives demandées, il sera demandé le remplacement du correspondant commercial du titulaire.
- un **correspondant technique** chargé de suivre la bonne exécution technique de la prestation, et plus particulièrement le bon fonctionnement de la base de données. Tout changement de responsable devra être signalé et soumis à l'approbation de la présidence de la République ; en cas de désaccord, ce point peut être un motif de résiliation de l'accord-cadre. Le correspondant technique sera l'interlocuteur de la présidence pour toutes les questions relatives à la réalisation du panorama de presse.

Le correspondant commercial et le correspondant technique pourront être une seule et même personne sous réserve de disposer des compétences nécessaires.

Une **équipe dédiée** à la réalisation des prestations est mise en place par le titulaire. Cette équipe doit être suffisamment dimensionnée pour répondre aux besoins de l'accord-cadre.

Le titulaire met à disposition un numéro de téléphone unique, permettant de contacter un interlocuteur en cas de dysfonctionnement ou pour toute autre demande. Les disponibilités des correspondants et les moyens d'échange sont précisés dans l'offre du titulaire.

3.3 – Remplacement des correspondants

Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelque cause que ce soit, à remplacer dans les meilleurs délais le personnel initialement désigné et après accord de la présidence, par un personnel de qualifications équivalentes. Il est entendu que ce changement doit être autorisé par la présidence et qu'il n'a aucune incidence sur le montant des prestations.

Compte tenu du capital de connaissances nécessaires sur certaines activités et à l'extrême importance de la relation client avec la présidence, le titulaire gèrera au mieux ses équipes afin d'assurer la plus grande stabilité des intervenants. Tout mouvement dans ses équipes ne doit en aucun cas altérer la qualité du service rendu, ni occasionner de surcoût.

En tout état de cause, le remplacement d'un correspondant est soumis à l'approbation de la présidence.

3.4 – Obligations contractuelles

Délais : l'attention du titulaire est appelée sur le strict respect des délais indiqués dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP – Lot 2), et dans l'offre du titulaire.

Qualité : les défauts de qualité pouvant conduire à l'application de pénalités conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), sur simple signalement de la présidence de la République, sont notamment les suivants :

- indisponibilité de la base de données ;
- dysfonctionnement ;
- absence d'article ;
- défaillance de l'assistance ;
- mauvaise qualité de la formation.

ARTICLE IV – Propriété intellectuelle

Il sera fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG-FCS.

L'accès à la base de données, et les éléments téléchargés sont considérés comme des livrables.

Dans le cadre du présent marché le titulaire concède la souscription à toute forme d'accès à la base de données et services en ligne du titulaire et confère à la présidence une licence d'usage, à caractère non exclusif et non transmissible à des tiers.

L'ensemble des documents, textes, ouvrages et illustrations mis en ligne par l'éditeur est protégé par le droit d'auteur et par le droit protégeant les bases de données dont l'éditeur est producteur au sens des articles L 341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Le présent contrat n'entraîne aucun transfert de droit de propriété de quelque sorte que ce soit au profit de la présidence.

L'intégralité des droits de copie (représentation, reproduction et archivage) sont inclus dans le coût d'acquisition d'une source (article, biographie).

ARTICLE V – Lancement de la prestation et modalités de commande

La présidence organise avec le titulaire une **réunion de lancement** après la notification de l'accord-cadre afin de passer en revue les derniers détails avant le lancement de la prestation et la mise à disposition de la base de données.

Les commandes peuvent être passées 7 jours sur 7, y compris les jours fériés. Les commandes sont effectuées conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

ARTICLE VI – Description des prestations

6.1 – Prestations pouvant être commandées

Le lot n° 2 se décompose en douze (12) références.

Référence	Intitulé
1	Droit d'accès à la base de données "Presse" par compte utilisateur (assistance technique incluse)
2	Formation (durée 0,5 jour)
3	Frais de recherche d'article(s) ou de biographie(s) réalisée sur demande par le titulaire
4.1	Article de presse quotidienne nationale française
4.2	Article de presse quotidienne régionale française
4.3	Article de presse périodique nationale française
4.4	Article de presse périodique régionale française
4.5	Article de presse spécialisée française
4.6	Article de presse en ligne et "pure player"
4.7	Article de presse de sources étrangères
4.8	Article de presse ou dépêche d'une agence de presse
4.9	Biographie

6.2 – Nature des sources composants la base de données

La base de données doit contenir un catalogue de sources, le plus large possible de :

- la presse française :
 - agences de presse ;
 - presse quotidienne nationale et régionale ;
 - presse périodique nationale et régionale,
 - presse spécialisée ;
 - presse en ligne et « pure player » ;
- de biographies de personnalités issues, entre autres, de la Société générale de Presse, du Who's who et du Trombinoscope ;
- de sources étrangères.

La liste des sources composant la base de données est précisée dans l'offre du titulaire.

Une liste actualisée des sources doit être consultable en ligne et des alertes sur les mises à jour doivent pouvoir être envoyées à la présidence.

Disponibilité des sources (articles, biographies) : pour la majorité des sources, **la présidence exprime un besoin de forte disponibilité, considérant optimale une mise en ligne simultanée ou antérieure à la parution du titre.**

Les délais de disponibilité des sources sont précisés dans l'offre du titulaire.

Délai d'embargo : le titulaire précise dans son offre si certaines sources sont soumises à des délais d'embargo.

Antériorité des archives disponibles : l'archivage des articles doit être le plus complet possible et doit pouvoir couvrir en moyenne cinq (5) à dix (10) années de parution.

6.3 – Accès à la base de données

Gestion des comptes : un forfait d'accès à la base de données sera commandé par compte utilisateur. Un compte utilisateur pourra disposer de plusieurs codes d'accès permettant une connexion simultanée à la base. Le titulaire doit être en mesure de modifier les comptes et créer ou modifier les codes d'accès en cours de marché sans frais supplémentaires. Le titulaire doit assurer une continuité de service.

La Présidence de la République dispose au lancement de la procédure de marché de deux comptes utilisateurs actifs. Cette information est transmise à titre informatif, prévisionnel et non contractuel.

Délai de mise en service : la base de données doit être accessible dans un délai de 24h maximum à compter de la réception du bon de commande.

Disponibilité : la base de données doit être accessible via un accès internet, 24h/24 et 7 jours sur 7 tous les jours de l'année (jours fériés inclus).

Indisponibilité : en cas d'indisponibilité, le titulaire doit pouvoir assurer un rétablissement dans un délai maximal de deux (2) heures. Passé ce délai, une pénalité sera appliquée conformément aux dispositions du CCAP.

6.4 – Fonctionnalités de la base de données

6.4.1 – Module de recherche

Le module de recherche doit permettre l'utilisation d'opérateurs de recherche dont les opérateurs booléens, les opérateurs de proximité et la troncature ainsi que proposer une recherche simplifiée et une recherche avancée.

A ce titre, la recherche avancée exploite, a minima, les critères suivants :

- date de l'article : date précise ou période personnalisée ;
- mots ou expressions exactes dans le titre de l'article ;
- nom d'auteur ;
- source de l'article ;
- par type de sources, comme par exemple toutes les sources de la presse quotidienne nationale ou toutes les sources de la presse régionale ;
- mots ou expressions exactes de l'article.

En outre, le module de recherche doit proposer une solution de **sauvegarde des équations de recherche** pouvant être relancées à tout moment.

La recherche des biographies se fait, a minima, soit par le nom de la personne soit par l'organisme ou la fonction.

Le titulaire peut être sollicité par la présidence pour conduire lui-même des recherches pour le compte des services. Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande.

6.4.2 – Sélection d'articles et gestion des dossiers

De manière générale, lors de la consultation des résultats de recherche, les articles sont accessibles par ordre chronologique ou antéchronologique ou par pertinence.

En outre, la base de données doit proposer des fonctionnalités permettant l'organisation des articles, et notamment :

- la base doit proposer une solution d'organisation d'articles sélectionnés, de composition et d'extraction de dossier rassemblant ces articles. Cette extraction peut prendre la forme d'un document unique regroupant ladite sélection. Un sommaire des articles sélectionnés est proposé. Il doit indiquer le nombre de mots ainsi que le chapeau ou les premiers mots de chaque article sélectionné. Il doit proposer également la source et la date.
- un compte client peut être dédié à la recherche avancée d'articles, paramétrée et administrée par le titulaire, au bénéfice de la présidence. Cette recherche propose une présélection d'articles en fonction de critères définis par la présidence en concertation avec le titulaire. Cette fonctionnalité peut permettre à la présidence de réaliser en interne un panorama de presse ad hoc.

6.4.3 – Téléchargement et archivage dématérialisé des articles et biographies

Les sources seront commandées par l'intermédiaire de téléchargements directs sur la base de données. Elles seront facturées selon les tarifs unitaires des références 4 à 12 indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Historique des articles déjà téléchargés : un article déjà téléchargé, ne sera pas facturé une seconde fois, en cas de nouvelle consultation, dans la mesure où le téléchargement aura été effectué à partir du même identifiant.

6.4.4 – Gestion des alertes

Un système d'alertes doit permettre de recevoir par messagerie, sur une ou plusieurs adresses, le lien vers les articles répondant à une équation de recherche mise en place par l'utilisateur et modifiable. Plusieurs alertes seront possibles simultanément.

Le format des alertes présente :

- dans son objet :
 - l'intitulé de la recherche enregistrée qui la génère ;
 - la date et l'heure de la recherche ;
- dans son corps :
 - le titre et la source des articles repérés.

6.4.5 – Evolutions de la base de données

Le titulaire a un devoir d'information concernant les nouvelles sources du catalogue, les nouvelles fonctionnalités et tout élément constitutif de l'accord-cadre.

6.5 – Modalités de présentation et format de fichiers

Les articles ou biographies sont présentés, a minima aux formats Word (ou RTF) et PDF.

6.6 – Formations

Le titulaire propose des sessions de formations, d'une demi-journée, pour les utilisateurs de la base de données.

Ces sessions sont organisées dans les locaux de la présidence situés à Paris pour un maximum de dix (10) agents par session.

Au début de la formation, le titulaire fournit à chaque participant les manuels utilisateurs nécessaires. Les documents sont rédigés en français et transmis au format électronique.

6.7 – Assistance téléphonique – support technique

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition de la personne publique une assistance téléphonique qu'il s'agisse d'incidents techniques ou d'aide à la recherche.

Chaque appel au service d'assistance fait l'objet d'un rapport d'incident indiquant notamment la date et l'heure de la demande, la date et l'heure de prise en compte de celle-ci, la date et l'heure du traitement de celle-ci, les mesures prises pour traiter l'incident et la date et l'heure de reprise du service normal.

Seules les demandes émanant de responsables préalablement désignés comme interlocuteurs doivent être prises en compte par le titulaire.

Le titulaire s'engage à répondre par téléphone à un incident dans un délai de quatre (4) heures maximum, 5 jours sur 7 et de 8H00 à 19H00, à compter du moment où l'incident a été signalé.

Le titulaire transmet le numéro de téléphone et l'adresse mail de ce service d'assistance.

Le coût relatif au service d'assistance est inclus dans le coût du droit d'accès à la base.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de gérer l'incident dans les délais impartis, il propose à la présidence un soutien non facturé dans ses travaux d'exploitation de la base, par exemple des recherches d'articles.